

Revol.
Constit.



LOI

*Relative au Serment à prêter par les Ambassadeurs,
Ministres, Envoyés, Résidens, Consuls & autres
Employés François en Pays étranger.*

Donnée à Paris, le 1.^{er} Décembre 1790.

LOUIS, par la grâce de Dieu, & par la Loi constitu-
tionnelle de l'État, ROI DES FRANÇOIS: A tous présens
& à venir; SALUT.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a décrété, & Nous voulons &
ordonnons ce qui suit:

*DÉCRET DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE,
du 17 Novembre 1790.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE décrète ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

Tous les Ambassadeurs, Ministres, Envoyés, Résidens,

Consuls , Vice-consuls ou Géréns auprès des Puissances étrangères, leurs Secrétaires, Commis & Employés François, feront parvenir à l'Assemblée Nationale ou à la Législature prochaine, un acte par eux signé , & scellé du sceau de la Chancellerie au Secrétariat de l'Ambassade ou de l'Agence, contenant leur Serment civique.

Cet acte sera envoyé dans les délais suivans; savoir, par ceux qui sont en Europe, dans un mois, à compter du jour de la notification du présent Décret;

Par ceux qui sont dans les échelles du Levant & de Barbarie, dans trois mois;

Par ceux qui sont dans les contrées d'Amérique, dans cinq mois;

Par ceux qui sont aux Indes orientales, dans quatorze mois.

I I.

Le Serment qu'ils prêteront, sera conçu en ces termes :

Je jure d'être fidèle à la Nation, à la Loi & au Roi, de maintenir de tout mon pouvoir la Constitution décrétée par l'Assemblée Nationale & acceptée par le Roi, & de défendre auprès de (exprimer ici le nom de la Puissance,) de ses Ministres & Agens, les François qui se trouveront dans ses États.

I I I.

LES Agens du Pouvoir exécutif qui, à dater du jour de la publication du présent Décret, seront envoyés hors du Royaume avec l'une ou l'autre des qualités désignées à l'article premier, prêteront leur Serment entre les mains des Officiers municipaux du lieu de leur départ.

CEUX qui ne se conformeront pas au présent Décret, seront rappelés, destitués de leurs places, & déclarés incapables de toute fonction ou commission publique, jusqu'à ce qu'ils aient prêté le Serment ci-dessus ordonné.

NOUS avons sanctionné, & par ces présentes, signées de notre main, sanctionnons le présent Décret.

MANDONS & ordonnons aux Tribunaux, Corps administratifs & Municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme Loi du Royaume. Mandons & ordonnons pareillement à nos Ambassadeurs, Ministres, Envoyés, Résidens, Consuls, Vice-consuls ou Géroens auprès des Puissances étrangères, & à tous autres qu'il appartiendra, de s'y conformer ponctuellement. En foi de quoi Nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles Nous avons fait apposer le Sceau de l'État. A Paris, le premier jour du mois de Décembre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le dix-septième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, M. L. F. DUPORT. Et scellées du Sceau de l'État.

